

62ème Congrès de la FNSEA
Nantes, jeudi 3 avril 2008

Discours de clôture
de Jean-Michel Lemétayer
Président de la FNSEA

Monsieur le Ministre,
Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mes Chers Amis,

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, de nous faire l'honneur de conclure notre 62^{ème} congrès.

L'intervention du Président de la République nous place dans une situation inédite. Mais si le Chef de l'Etat a fixé le cap, il vous appartient, Monsieur le Ministre, d'en assurer la mise en œuvre.

[Dire la vérité]

Les responsables agricoles que vous avez devant vous sont partagés entre deux sentiments : satisfaction et amertume.

Satisfaction, parce que l'agriculture occupe, de nouveau, une place centrale dans les débats nationaux et internationaux. Tout le monde s'accorde à reconnaître, enfin, l'importance stratégique de la production agricole.

D'ailleurs, récemment un grand quotidien du soir titrait : « le grand retour de l'agriculture ».

A la FNSEA, nous n'en avons jamais douté.

D'Eugène Forget à Luc Guyau, fils de cette terre des Pays de la Loire, des générations de responsables se sont succédé avec, toujours chevillée au corps cette certitude de l'importance de notre métier, de sa contribution essentielle aux grands équilibres économiques, sociaux et environnementaux de notre pays.

Cet engagement syndical a payé. Tous ici rassemblés, nous pouvons les remercier en les applaudissant.

Et pourtant, nous avons un peu d'amertume. Parce que les procureurs de l'agriculture ne désarment pas ; ils sont même plus virulents que jamais.

Après avoir été considérés comme des empoisonneurs, des pollueurs, nous serions maintenant des affameurs, accusés de ruiner l'Union européenne, d'empêcher la signature des accords sur le commerce international, de provoquer la hausse des prix.

Il est temps de mettre un terme à toutes ces contrevérités, réductrices, partisanes, dont le seul mérite est de faire du sensationnel au journal de 20h.

Le monde est complexe, les défis nombreux, les solutions jamais simples.

Un exemple entre 1000 : cette semaine est celle du développement durable ; qui ose encore en rappeler la définition ?

Le développement durable, le vrai, veut concilier le progrès économique et social avec la préservation de l'environnement. Cette conception est la nôtre.

Voilà notre défi quotidien : produire une alimentation saine et de qualité accessible à tous les porte-monnaie ; créer de la richesse et de l'emploi dans nos territoires ; transmettre aux générations futures une terre qui soit source de vie.

N'en déplaise aux pourfendeurs du progrès, le développement durable ne consiste pas à ramener l'agriculture quelques siècles en arrière, à la transformer en petit Trianon, en terrain de jeu pour Marie-Antoinette, alors que la famine ravageait la France !

[Dire la vérité sur l'environnement]

Il est temps de dire la vérité. Demain, 9 milliards d'êtres humains vont peupler la planète. L'agriculture devra d'abord répondre au doublement de la demande alimentaire. Elle doit aussi jouer un rôle essentiel dans la diversification des sources d'énergie.

Ce qui veut dire qu'il faut produire, qu'il faut produire plus et qu'il faut produire bien !

Voilà qui redonne de l'attractivité à notre métier et une nouvelle dynamique pour le renouvellement des générations.

Depuis 50 ans, les agriculteurs français ont su relever le défi de la sécurité alimentaire.

Et ils n'ont pas non plus attendu les donneurs de leçon pour s'engager dans une agriculture plus soucieuse de l'environnement.

Par exemple, sur les 10 dernières années, nous avons déjà réduit de 20% la quantité d'engrais employé. On retrouve des tendances similaires sur les produits phytosanitaires.

Bien sûr, nous devons faire encore mieux : car c'est bien méconnaître un paysan que de croire qu'il veut dégrader son outil de travail, sa terre, alors que son souhait le plus cher est de la transmettre à ses enfants.

[Le Grenelle de l'environnement]

C'est dans cet état d'esprit que nous avons participé aux travaux du Grenelle de l'environnement.

Oui, il était essentiel que la FNSEA participe à ces travaux et confronte le point de vue de l'agriculture avec celui des autres forces vives de la Nation.

Maintenant, nous sommes dans la phase opérationnelle des travaux. Et là, Monsieur le Ministre, nous avons le regret de constater que nous sommes oubliés.

D'abord, il y a une kyrielle de groupes de travail dans lesquels le secteur agricole est trop souvent absent. Nous sommes contraints d'intervenir sans cesse pour rappeler à Jean-Louis Borloo que nous existons.

Ensuite, il va falloir ramener à la raison tous nos penseurs franco-français.

Nous sommes dans l'Union européenne avec des règles européennes et nos chercheurs appliquent des protocoles d'expériences arrêtés au niveau international.

Je ne prendrai qu'un seul exemple. Ici, dans cette grande région productrice de fruits et légumes, celui des phytosanitaires.

On a déjà retiré du marché certains produits, et il faudrait encore en retirer d'autres sans se soucier de les remplacer. Chez nos partenaires européens et dans le reste du monde on ne se pose pas ce genre de question.

Pourquoi imposer de telles contraintes aux producteurs français qui voient entrer des produits concurrents vantés aux consommateurs pour leurs bas prix.

Alors oui, nous analyserons les fruits et légumes importés. Et nous saurons, s'il le faut, informer le consommateur.

[Animal et société]

Dans la suite du Grenelle de l'environnement, voilà maintenant que se monte un autre Grenelle, le Grenelle des animaux.

Nous sommes plutôt rassurés de savoir que le ministère de l'Agriculture est en charge de ces rencontres « animal et société ». Sachez que nous serons très présents dans les groupes de travail, nous y serons vigilants et exigeants.

Là encore, faut-il rappeler que les éleveurs sont des gens passionnés, ils sont les premiers artisans du bien-être de leurs animaux.

[Les prédateurs]

J'aimerais aussi que dans ces rencontres, on puisse évoquer la situation, autrement plus dramatique, des éleveurs de montagne qui subissent, depuis trop longtemps, les politiques délirantes des acharnés du loup et autres prédateurs.

Et entre nous, dans les zones de montagne, on nous chipote les ICHN, on nous complexifie la PHAE...
mais on dépense sans compter pour introduire un ours...
puis une ourse pour lui tenir compagnie ...
et puis on paye des scientifiques chargés de les observer et des vétérinaires pour être sûr de leur bonne forme...
Enfin on engage bien sûr des experts pour faire des rapports sur les conditions de vie de ces pauvres bêtes.
Partout en France, et y compris en zone de montagne, la production agricole est une activité économique : ce n'est pas une attraction foraine, ni un zoo.

[Dire la vérité sur les prix]

Il faut aussi dire la vérité sur les prix des produits alimentaires.
Comme tout le monde, nous sommes préoccupés par la dégradation du pouvoir d'achat.

Mais nous ne pouvons admettre les accusations qui nous en rendent responsables. Les pages de publicité qui, depuis quelques mois, fleurissent dans les journaux sont démagogiques, irresponsables et pour tout dire malhonnêtes.

Il est temps de répondre à ces campagnes de dénigrement qui font le parallèle entre la valse des étiquettes et l'augmentation des cours de certains produits agricoles.

C'est vrai que les cours des céréales ou le prix du lait affichent des hausses inédites.

Mais devons-nous culpabiliser parce que certaines productions agricoles obtiennent, enfin, un prix rémunérateur ? Evidemment non !

Il faut rappeler que ces hausses succèdent à des années de « vache maigre ».

Alors, oui, nous affirmons que cette bouffée d'oxygène est la bienvenue.

Et nous l'affirmons d'autant plus que, dans le même temps, nos charges explosent. C'est particulièrement vrai pour l'élevage, qui prend de plein fouet la hausse du coût de l'alimentation animale.

Il faut aussi dire et répéter que le coût de la matière première agricole ne représente qu'une faible part du prix payé par le consommateur.

Ce prix intègre également le coût de l'énergie, du travail, des emballages... sans oublier, bien entendu, la marge des distributeurs !

D'ailleurs souvent, vous l'aurez remarqué, ça ne fonctionne que dans un sens :

- quand le prix du lait monte, le prix des yaourts flambe. mais quand le prix du porc s'effondre, le prix du jambon continue de grimper.

- et quant au prix des salades, elles sont actuellement bradées à la production. Les consommateurs devraient pouvoir s'y retrouver. Et bien pas du tout : dans les grandes surfaces, les prix se maintiennent voire augmentent.

Et pourtant les distributeurs, au nom du pouvoir d'achat, ont réussi à convaincre les plus hautes autorités de l'Etat que la loi devait les aider à négocier auprès de leurs fournisseurs des prix toujours plus bas.

Les GMS, ce sont bien des « Grignoteurs de Marges Supplémentaires ».

Voilà la réalité de ce qu'on appelle pompeusement la « négociabilité des conditions générales de vente » !

On se trompe de cible. On ne se rend pas compte que la pression toujours plus forte sur les petites et moyennes entreprises détruira la richesse du tissu économique de nos territoires. Le pouvoir d'achat de demain se construit sur les emplois et la valeur ajoutée d'aujourd'hui.

La véritable urgence, c'est de mettre en œuvre une traçabilité de la construction des prix qui permette d'y voir clair dans la répartition des marges au sein des filières.

Il nous faut impérativement, Monsieur le Ministre, un observatoire des prix et des marges.

[L'organisation économique]

En votant le rapport d'orientation, notre Congrès a voulu réaffirmer son choix de l'organisation économique. C'est un choix de responsabilité.

Face à une distribution omnipuissante, face à la dérégulation des marchés et à leur force aveugle, nous savons que la réponse n'est pas dans l'individualisme mais bien dans l'action collective.

Nous savons que nous devons compter sur nos propres forces, sur notre organisation et celles de nos filières pour obtenir un retour de la valeur ajoutée sur la matière première.

Ce sont bien les marchés qui conditionnent notre revenu et la pérennité de nos entreprises.

Avec nos organisations de producteurs, avec nos coopératives, avec nos interprofessions, nous sommes déterminés à être co-acteurs des stratégies de filières.

Nous plaçons pour des interprofessions fortes, dans tous les secteurs ; des interprofessions capables de se doter des moyens nécessaires pour porter une vraie dynamique de projets, pour construire des communautés d'intérêt et des solidarités bien comprises.

C'est une clé essentielle pour la conquête de nouvelles parts de marchés ; c'est une urgence pour certains secteurs : je pense, en particulier, aux viticulteurs qui comptent sur le plan de modernisation de leur filière pour lui donner un nouvel élan.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Ministre, les agriculteurs sont prêts à assumer leurs responsabilités ; mais attention, cela n'exonère en rien votre responsabilité :

D'abord, il ne saurait être question que cela serve de prétexte à un nouveau désengagement de l'Etat ; Ensuite, nous vous demandons de mettre un terme aux dérives du droit de la concurrence qui, loin d'être le régulateur d'un libéralisme aveugle, en devient le bras armé.

Nous soutenons votre initiative du mémorandum déposé à Bruxelles ; maintenant il faut réussir et convaincre. Enfin nous attendons votre appui pour mettre en œuvre nos propositions pour une gouvernance renouvelée et renforcée des interprofessions.

Et là, je vous le dis avec solennité, Monsieur le Ministre : n'en profitez pas pour poser le débat, aussi inutile que contreproductif, de la participation des syndicats minoritaires dans le collège production :

Inutile parce que l'affaire a déjà été tranchée par le Conseil d'Etat,

Contreproductif parce que des enceintes de dialogue fructueux seraient réduites à des espaces de débats idéologiques stériles.

Les interprofessions sont, et doivent rester, des instances de droit privé, regroupant des partenaires responsables, qui s'engagent pour la promotion commune de leurs filières.

Ce matin, à la télévision, vous avez souligné le sens des responsabilités de la Fnsea.

Soyez cohérent avec vous-même.

Ne rouvrez pas un dossier qui ne le mérite pas.

[Les biocarburants]

Il est aussi urgent de dire la vérité sur les biocarburants. Face au prix très élevé du pétrole, ils constituent un substitut immédiat et permettent de réduire l'émission des gaz à effet de serre. La dernière étude de l'ADEME est explicite sur cette question.

La France s'est dotée d'un plan des biocarburants avec des objectifs ambitieux. Aujourd'hui, nous sommes dans la phase de réalisation concrète au niveau industriel.

Il convient de poursuivre le plan gouvernemental, ce qui impose de conjuguer une fiscalité adaptée, basée sur des agréments de production et le maintien de la TGAP.

Par ailleurs, nous ne restons pas sourds aux nombreuses attaques dont font l'objet les biocarburants. Il ne s'agit pas de défendre l'idée qu'ils remplaceront le pétrole, ce serait absurde.

Pour la FNSEA, la production alimentaire est la priorité de l'agriculture, et le restera !

D'ailleurs, les objectifs d'incorporation fixés au niveau Français et communautaire, tiennent compte de l'équilibre à maintenir entre alimentaire et non-alimentaire. On n'est pas au Brésil ni aux Etats-Unis !

N'oublions pas non plus les conséquences positives que cela peut engendrer sur l'alimentation animale : le développement des biocarburants a permis en deux ans de diminuer de 2 millions de tonnes nos importations de tourteaux de soja.

Dans ces conditions, les bras m'en tombent quand j'entends Peter Brabeck, le PDG de Nestlé, affirmer que les biocarburants vont affamer la planète. C'est ridicule, dérisoire, provocateur.

C'est vrai. Pour lui c'est nouveau : il faut payer la matière première à un meilleur prix et comprimer un peu ses marges !

[Les OGM]

J'en viens maintenant aux OGM dont le projet de loi est examiné actuellement par l'Assemblée Nationale.

Voilà un sujet qui n'aurait jamais dû tomber en même temps que ce Congrès.

Il y a bien longtemps qu'il aurait fallu avoir le courage de traduire en droit français une directive européenne pour dire comment, dans notre pays, il est possible de produire des variétés OGM.

Face à des affirmations de toutes sortes, venant notamment d'individus sur lesquels nous pouvons émettre des doutes sérieux sur la compétence scientifique, je remercie un certain nombre de parlementaires d'avoir su apporter raisonnement, calme et logique dans ce dossier.

A la FNSEA, nous avons exprimé clairement notre position :

- Il faut laisser travailler nos chercheurs, publics et privés, dont la position de leader sur le plan international, il y a encore quelques années, a été détruite par les faucheurs au profit des multinationales. C'est la condition de notre indépendance ;
- Il faut permettre aux producteurs qui le souhaitent d'avoir accès aux nouvelles technologies. Il y va de la compétitivité de l'agriculture française.

[Dossiers français]

Et notre situation franco-française, parlons-en d'ailleurs.

[Les retraites]

Je voudrais aborder d'emblée un sujet essentiel :

Celui des retraites agricoles.

Monsieur le Ministre, laissez-moi vous rappeler deux chiffres :

- la moitié des retraités agricoles monopensionnés, qui n'ont pas d'autre retraite, perçoivent moins de 680 euros par mois après avoir effectué une carrière complète et cotisé toute leur vie.
- la moyenne de la retraite d'une femme monopensionnée et justifiant d'une carrière complète s'élève à 443 euros par mois.

Est-il tolérable, qu'en France, au 21^{ème} siècle, des gens qui ont travaillé durement toute leur vie soient traités de la sorte ?

Il est urgent d'agir.

D'abord pour les situations les plus dramatiques, je vous demande de poursuivre le plan de revalorisation des plus faibles retraites et de permettre à un plus grand nombre de personnes d'y accéder.

Ensuite, je vous demande que soit tenu l'objectif d'une retraite minimale équivalente à 75% du SMIC. Cet objectif figurait dans la loi créant la retraite complémentaire obligatoire.

Dans un État de droit, les lois sont faites pour être appliquées.

[La fiscalité]

J'en viens maintenant à la fiscalité. S'il est un sujet sur lequel la France a une grande liberté d'action, c'est bien celui-là.

Monsieur le Ministre, nous comptons sur votre appui pour obtenir cette année une nouvelle déduction pour aléas (DPA) qui puisse être un outil de gestion dynamique de nos entreprises.

Il faut nous permettre de nous prémunir contre les aléas qui frappent nos exploitations ; à des niveaux significatifs totalement dissociés de la DPI qui doit conserver son plafond et son mécanisme actuel.

Respectez le besoin de souplesse et d'outils de gestion que nous avons : ne liez pas la DPA à la souscription d'une assurance récolte !

Monsieur le Ministre, donnez-nous de l'air, allégez notre sac à dos fiscal car nous sommes handicapés par sa lourdeur.

Tout au contraire, sachons utiliser la fiscalité de façon positive, comme cela a été fait par le législateur qui a reconnu le caractère agricole de la production de biomasse et d'énergie à partir des produits et sous-produits de l'exploitation. Pourquoi ne pas travailler dans la même direction pour les recettes issues de la production d'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne ?

Le coût de l'énergie devient insupportable, en particulier pour les serristes. Monsieur le Ministre, aidez-nous à convaincre Bercy d'alléger la facture.

[L'Eau]

Quant au dossier de l'eau, nous avons dit notre satisfaction sur la loi votée par le Parlement. Mais aujourd'hui, ce texte est sans cesse remis en cause par les DIREN.

On assiste à une volonté de réduire drastiquement les capacités d'irrigation sans lien avec les niveaux des nappes phréatiques.

Taites respecter, Monsieur le Ministre, nos besoins en eau. Nous faisons des efforts, il faut qu'ils soient reconnus. Cet hiver, on a fait bien peu de misère aux stations de sports d'hiver pour le fonctionnement de leur canon à neige.

Et pourtant, quelle consommation d'eau !

[Le dialogue social]

Enfin, dernier grand sujet franco-français, les questions sociales.

Dans notre pays, il n'est pas de grand secteur de production qui ne soit reconnu dans le dialogue social.

Et, Monsieur le Ministre, nous avons la certitude d'être un grand secteur de production.

C'est la raison pour laquelle nous n'acceptons pas d'être considérés comme des supplétifs de l'interprofession composée du MEDEF, de la CGPME et de l'UPA.

Nous demandons notre autonomie de négociation avec nos partenaires salariés sur les grands textes paritaires qui donnent lieu à transcription dans la loi pour tenir compte de nos spécificités.

Nous souhaitons aussi être consultés par le Gouvernement sur toutes les grandes questions sociales.

Enfin, nous exigeons le maintien de nos outils de formation professionnelle continue qui démontrent tous les jours leur efficacité.

Conservons nos compétences, nos savoir-faire, nos expériences. Nous ne pouvons pas accepter d'être dissous dans un « grand machin interprofessionnel » qui couvrirait tous les secteurs à la seule justification que les autres ne savent pas s'organiser.

[Des crises sanitaires à répétition]

Aujourd'hui, notre métier est de plus en plus perturbé par des crises sanitaires à répétitions. A chaque fois, les conséquences économiques sont désastreuses. Les conséquences sociales sont aussi catastrophiques.

De nombreuses exploitations ne se relèvent pas de ces épreuves et des agriculteurs quittent le métier.

Depuis plus de deux ans, les éleveurs doivent faire face aux ravages de la fièvre catarrhale ovine qui s'est étendue sur tout le territoire. Près de 20 000 cas sont répertoriés en France.

Devant la gravité de la situation, la pression syndicale a permis d'accélérer la recherche et la mise en production d'un vaccin.

Désormais, les vaccins arrivent, mais beaucoup trop lentement.

Les éleveurs piaffent d'impatience et ne vont pas tarder à la manifester.

Si nous ne doutons pas de la volonté des vétérinaires à mettre en place la vaccination, nous doutons de leur capacité à répondre à l'urgence.

Chaque éleveur, doit avoir, s'il le souhaite, la possibilité de vacciner lui-même son troupeau dans le but de le protéger, et vite.

De plus vous ferez des économies, Monsieur le Ministre ! On n'aurait pas d'argent pour indemniser les éleveurs et on en aurait pour payer les vétérinaires ?

Notre préoccupation, c'est aussi d'éviter tout traitement distorsif en matière de facturation. Nous vous demandons d'organiser la mise en place dans chaque département, de commissions bi-partites, éleveurs- vétérinaires, pour négocier les tarifs de la vaccination.

Mais au-delà, le préjudice économique est colossal et se chiffre en plusieurs millions d'euros. Les éleveurs se trouvent victimes de l'incurie des autorités européennes. Et, le comble, c'est leur incapacité à intervenir à l'encontre d'un pays européen qui décide unilatéralement de fermer ses frontières.

A ce jour, les moyens financiers que vous avez mis en œuvre sont notoirement insuffisants.

Au profit de tous les éleveurs frappés par cette crise, nous demandons la mise en place d'un plan ambitieux d'aide à la trésorerie et de compensations des pertes d'animaux.

C'est la vie de toute une filière qui est en jeu.

[l'Europe]

Monsieur le Ministre, je voudrais conclure en abordant la Politique Agricole Commune.

Là aussi, il y a des vérités à rétablir face à ceux qui prétendent que l'Europe pourrait se passer d'une Politique Agricole Commune.

La PAC a été une grande réussite de l'Union Européenne, la plus grande, sinon la seule.

Les objectifs politiques du Traité de Rome ont été atteints grâce à la très forte mobilisation des agriculteurs, grâce aussi aux instruments de la PAC et principalement à ses instruments de gestion de marché.

Mais quel paradoxe ! Depuis 1992, sans que les objectifs initiaux de la PAC n'aient été modifiés d'un iota, les outils de son succès ont été abandonnés les uns après les autres, au profit d'aides majoritairement découplées.

Est-ce trop demander aux dirigeants de l'Europe que de faire preuve d'un peu de bon sens et de remettre tout simplement les choses dans le bon ordre :

- c'est d'abord aux responsables politiques qu'il appartient de fixer le cap de la politique agricole : une politique qui doit traduire le caractère stratégique de notre métier.

- c'est ensuite à la Commission de proposer et de mettre en oeuvre les mesures et le budget, en ligne avec la politique choisie.

Faut-il vous redire, Monsieur le Ministre, les espoirs que nous mettons dans la Présidence française pour redonner de la cohérence et de l'ambition à la politique agricole commune, qui doit être –d'abord et avant tout- une politique économique.

[Le bilan de santé]

Mais que nous propose la Commission ? Un bilan de santé avec rien de neuf et rien de bon.

Dans ce contexte, notre Congrès a adopté une position dont je veux évoquer devant vous deux points majeurs :

. d'une part, nous tenons à conserver les instruments de gestion de marché existants : intervention, jachère, quotas

. d'autre part, nous souhaitons pouvoir introduire de la flexibilité dans l'utilisation des soutiens du premier pilier.

Il faut pouvoir répondre à la diversité des situations territoriales, des filières et des systèmes de production, en particulier herbagers

Il faut également pouvoir offrir à toutes les entreprises agricoles de véritables filets de sécurité à l'instar des systèmes contra-cycliques ou assurantiels.

[Une nouvelle politique agricole]

Monsieur le Ministre, la France prendra la présidence de l'Union Européenne en juillet prochain.

Il faut profiter de cette occasion pour enfin lancer le débat sur l'agriculture.

Quelle agriculture voulons-nous en Europe ? Et pourquoi faire ?

Et si les européens veulent une agriculture leur assurant la sécurité alimentaire, avec des produits de qualité, des emplois, des paysages, un espace rural vivant, ce n'est certainement pas avec la politique « tout DPU » qu'on y arrivera.

Les propos que nous a tenus hier le Président de la République nous ont rassurés sur la volonté de la France de maintenir la préférence communautaire et sur sa fermeté dans le cadre des négociations à l'OMC. Il a fait siennes les positions que nous défendons depuis de longues années et nous nous en félicitons.

[Une nouvelle équipe]

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs les Présidents, Chers Amis, nous arrivons au terme de notre 62ème Congrès, un Congrès que je qualifierais d'historique :

D'abord, la qualité des interventions, des débats et des décisions a montré notre sens des responsabilités et la maturité de notre organisation.

D'autre part, la visite du Président de la République et les propos qu'il a tenus traduisent le caractère stratégique de l'agriculture et constituent une réelle reconnaissance de la FNSEA.

Les nouvelles équipes élues dans les départements et au niveau national doivent poursuivre le travail engagé au service des paysans, avec la volonté de promouvoir notre métier comme nous l'ont si bien montré nos amis de Loire-Atlantique, que je remercie encore une fois pour la qualité de leur accueil.

Les femmes et les hommes que vous avez devant vous, Monsieur le Ministre, représentent l'agriculture d'aujourd'hui et de demain, dans toute sa diversité et sa richesse humaine.

Ne les décevez pas et vous pourrez compter sur eux pour vous aider à tenir le bon cap.

Je vous remercie.